

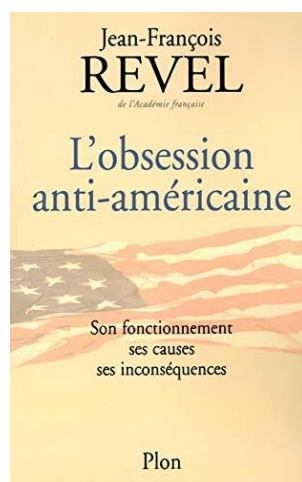
NOTE DE LECTURE

Par Olivier CAZENAVE

Jean-François REVEL, « L'obsession anti-américaine : Son fonctionnement, ses causes, ses inconséquences », Éd. Plon, août 2002

En 1970, alors que la gauche n'avait d'yeux que pour le communisme le maoïsme ou le castrisme, Jean-François Revel publia un livre choc « *Ni Marx, ni Jésus* », où il expliquait que la révolution des idées nouvelles ou des nouveaux modes de vie se passait en Amérique, notamment en Californie, devenue le laboratoire de la mondialisation libérale, et qu'elle ne venait plus, ni des religieux, ni des marxistes. Très critiqué par les intellectuels de gauche de l'époque, pour lesquels rien de bon ne pouvait venir de l'Amérique, le livre obtint pourtant un succès de librairie, touchant un large public.

Plus de 30 ans plus tard, Jean-François Revel constatait que l'anti-américanisme persistait et qu'il était même devenu une obsession amenant à reprocher aux États-Unis une chose et son contraire.



On trouvera ci-dessous un résumé de ses principaux arguments dans son livre paru en 2002.

Pour les intellectuels proches des communistes, l'antiaméricanisme va de soi puisque l'Amérique est le phare du libéralisme et du capitalisme. C'est oublier qu'il existe aussi un antiaméricanisme de droite pour des intellectuels européens qui

n'admettent pas de ne plus être au centre du monde et même un antiaméricanisme d'extrême droite pour des intellectuels hostiles à la démocratie et au libéralisme.

Or, poursuit Jean-François Revel, souvent, la critique de l'Amérique occulte une bonne partie des réalités. Lorsque Picasso peint un tableau montrant des Américains tirant sur des Coréens du Nord, il oublie l'aide apportée par les Américains aux Coréens du Sud lorsqu'ils furent attaqués par les Coréens du Nord. La guerre des Américains au Vietnam est par ailleurs vivement condamnée, mais on oublie de rappeler que cette guerre est d'abord la conséquence des erreurs françaises, celles de 1945 où la France a refusé de reconnaître la légitimité des aspirations vietnamiennes à l'indépendance et celles des années 50 où elle a cherché à réprimer la rébellion dans une guerre perdue à Dien Bien Phu.

Dans le conflit entre Israël et les Palestiniens, si l'Amérique intervient, on lui reproche son impérialisme et son unilatéralisme et, si elle n'intervient pas on lui reproche son isolationnisme.

Depuis l'effondrement de l'URSS, on lui reproche aussi d'être devenue l'« hyperpuissance » qui domine le monde. C'est omettre le fait que la

domination de l'Amérique résulte d'abord des erreurs de l'Europe qui a précipité sa propre chute en déclenchant deux guerres mondiales et en inventant deux régimes particulièrement néfastes, le nazisme et le stalinisme.

Si l'Europe ne se prive pas de critiquer les États-Unis, elle réclame nonobstant leur aide pour régler les problèmes de l'ex-Yougoslavie. Elle est en effet bien incapable de les régler elle-même tant l'Union européenne, encore loin d'être une puissance reconnue, reste « un chœur où chaque membre se prend pour un soliste ».

En 2000, remarque l'auteur, il a été de bon ton de se moquer des incertitudes qui ont duré plus d'un mois pour déterminer le vainqueur de l'élection entre George Bush et Al Gore. Pourtant, recompter des bulletins de vote est le signe du bon fonctionnement d'une démocratie.

En 2001, les Européens ont reproché à George Bush son refus de ratifier le protocole de Kyoto. C'était oublier que le Sénat américain l'avait refusé à l'unanimité et que Bill Clinton ne l'avait approuvé par décret juste avant de quitter la Maison-Blanche que pour piéger son successeur. Le reproche des Européens était d'autant

plus injustifié qu'aucun pays européen ne l'avait alors ratifié.

Au début des années 2000, les mouvements antimondialistes organisent de grandes manifestations pour empêcher les réunions internationales, notamment celles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), alors que ces réunions avaient pour objectif de fixer des règles à la mondialisation. En fait, les antimondialistes s'opposent essentiellement au libéralisme incarné par l'Amérique. Des responsables politiques comme Lionel Jospin ou Jacques Chirac leur ont emboîté le pas jusqu'à exprimer leur soutien à ces manifestations de rue qui empêchent des gouvernements élus de se réunir.

Pour juger objectivement des avantages ou des dangers de l'actuelle mondialisation, pour Jean-François Revel, il convient de répondre aux trois questions suivantes relatives à la mondialisation par le marché :

1. Est-elle un mal en tant que telle ?
2. Est-elle un mal parce qu'elle offre un champ d'expansion à la superpuissance américaine ?
3. Est-elle un mal parce que les riches deviennent toujours plus riches et les pauvres toujours plus pauvres ?

Sur la première question, ce que la gauche refuse, ce n'est pas la mondialisation en elle-même, mais le marché. La gauche a toujours eu une ambition planétaire marquée par la création de plusieurs internationales. La seule mondialisation qui l'intéresse est celle des idées de gauche, une mondialisation planifiée et dirigée. On peut aussi rappeler que le refus de la mondialisation et le repli sur les nationalismes ont été la cause de bien des guerres.

Sur la deuxième question, s'il est exact que les États-Unis se considèrent comme une nation élue chargée d'éclairer le monde, on ne peut pas s'empêcher de faire le rapprochement avec la France, *patrie des lumières et des droits de l'homme*, qui s'estime fondée à donner des leçons au reste du monde. Si la mondialisation ressemble à une américanisation, si les produits culturels américains se diffusent aisément dans le monde entier, c'est dû en grande partie à la faiblesse des Européens. Rien n'empêche les Européens de faire œuvre d'imagination pour concurrencer les Américains.

Enfin sur la troisième question, si la mondialisation a peut-être favorisé les riches, elle a aussi diminué le nombre de pauvres. En Asie et en Amérique du Sud, la pauvreté a

reculé. L'exception que représente l'Afrique, n'est pas dû à la mondialisation, mais aux choix politiques des gouvernements et aux guerres incessantes qui ont affaibli ce continent.

Nos médias occidentaux non seulement ne prennent pas la peine d'examiner de près la réalité américaine mais encore la déforment entièrement. Par exemple, quand les États-Unis bloquent le message de Ben Laden après les attentats du World Trade Center dans la pensée qu'il contient des messages codés pour d'autres terroristes, ils crient à la censure. Quand les Américains décident d'attaquer l'Afghanistan qui abrite Ben Laden, ils crient à l'agression unilatérale, en oubliant que c'est une réponse à l'attentat du World Trade Center. 113 intellectuels européens vont même jusqu'à faire paraître une motion qui déclare en même temps *non à la guerre et non au terrorisme*, ce qui est pour le moins dénué du sens des réalités.

Des intellectuels cherchent alors une explication aux attentats du World Trade Center en y voyant une réaction des pauvres contre une Amérique trop riche. C'est oublier que beaucoup de pays arabes sont riches et que Ben Laden est un héritier de la riche Arabie saoudite.

On reproche en outre aux États-Unis de soutenir Israël contre les Arabes. On oublie d'une part que la création d'Israël est le résultat de l'antisémitisme européen, notamment de l'Holocauste, d'autre part que les Américains ont beaucoup moins agressé que ne l'ont fait les Européens. Les Européens ont été les agresseurs et les colonisateurs des pays arabes, ce qui n'a pas été le cas des Américains qui ont plutôt défendu les arabes égyptiens contre les Européens lors de l'expédition de Suez. S'ils sont intervenus contre l'Irak en 1991, c'est à la demande de l'Arabie saoudite.

En Europe, beaucoup s'accrochent au mythe que l'islam serait une religion tolérante. C'est faux, le Coran regorge d'appels à la violence. Dans ses messages, Ben Laden demande de tuer les chrétiens. En outre, alors que nous acceptons de nombreuses mosquées en Europe, l'Arabie saoudite ne tolère aucune église sur son territoire.

Croire aussi que les terroristes islamistes ne représentent qu'une minorité qui est condamnée par les musulmans modérés est une erreur. On entend très peu les musulmans modérés, ils ne manifestent pas, ils ne critiquent pas les fatwas qui condamnent tel ou tel

Il est de bon ton aussi, dans nos médias de décrire l'Amérique comme la pire société qui existe, une jungle où seul l'argent a de la valeur, sans sécurité sociale, sans indemnités de chômage, sans retraites, sans secours aux plus démunis avec des présidents nuls, un acteur de série B (Reagan), un vendeur de cacahuètes (Carter), voire un crétin (Bush). C'est une méconnaissance des réalités américaines où il existe un système d'assurance dont les cotisations sont partagées entre les employés et les employeurs, un programme Medicaid pour les pauvres ou un programme Medicare pour les personnes âgées.

On reproche aussi à l'Amérique sa violence et le refus de limiter le commerce des armes. Il est vrai que la société américaine est violente, mais elle essaie de lutter contre cette violence et l'expérience du maire Rudy Giuliani à New York avec sa *tolérance zéro* a donné des résultats très positifs.

La France n'a pas de leçons à donner quand on voit la progression de la violence à l'école, la facilité qu'ont les voyous à trouver des armes ou le soutien apporté par des intellectuels à José Bové, qui utilise la violence pour faire passer ses idées.

Chez nous, l'augmentation de la violence dans les rues est due à

l'échec de l'intégration provoqué par une conception erronée de l'enseignement. Pour ne pas être traités de racistes, les enseignants ont refusé de créer des classes spéciales de rattrapage en français pour les élèves maghrébins, dont le français n'était pas la langue maternelle. En refusant toute discrimination en début de scolarité, on a programmé ces élèves pour l'échec scolaire.

En Amérique, les communautés existent mais elles reconnaissent la prééminence de la nation américaine. Beaucoup d'immigrés américains qui ont réussi se félicitent d'avoir fréquenté dans leur jeunesse une *remedial-speech class*, une classe correctrice d'accent, ce qui serait impensable en France.

En France, le Haut Conseil à l'intégration (HCI) a refusé d'instituer l'équivalent du serment des naturalisés américains. Au nom de l'exception culturelle, on n'a pas enseigné le français. Avec l'idéologie de 1968, on a laissé se dégrader la discipline et quand un professeur fait une remarque à un élève, il a droit aux remontrances des parents dont la responsabilité n'est jamais mise en cause. Le droit à la différence ayant justifié toutes les dérives, il en est résulté la multiplication des zones de non-droit où la police n'arrive pas à éradiquer la violence. Quand les

policiers interviennent en force dans certains quartiers on parle d'agression policière, sans faire mention des faits délictueux qui l'ont provoquée. Ainsi la nouvelle idéologie française a-t-elle fabriqué de toutes pièces depuis 1970 un communautarisme que l'on appelle « à l'américaine », alors qu'il s'agit en fait d'un communautarisme « à la française ».

Quand, en 1983, Reagan a considéré l'URSS, comme « l'empire du mal » ou quand en 1987, à Berlin, il a demandé à Gorbatchev de faire tomber le mur, beaucoup d'Européens se sont émus du « simplisme » américain. Il n'empêche que, deux ans après, le mur s'effondrait et que l'URSS disparaissait.

Les Européens ont préféré attribuer les nombreux attentats qui ont frappé les Occidentaux depuis vingt ans, à des dérives d'individuels extrémistes. Même l'attentat du World Trade Center ce serait qu'une anomalie ou une parenthèse que l'on pourrait refermer.

C'est refuser de voir qu'un terrorisme nouveau de nature islamiste, dirigé par des groupes organisés et soutenu par des Etats, progresse depuis les années 80. Pour les islamistes, l'Occident est le mal. Ils voudraient

se moderniser sans s'occidentaliser, refusant de convenir que c'est, par l'action de l'Occident depuis plusieurs siècles, que la modernisation économique, politique et culturelle a pu s'opérer.

Quand George Bush prend conscience de la nature de ce nouveau terrorisme et décide de l'attaquer à sa base en Afghanistan, des intellectuels européens dénoncent une agression dont ils ne voient pas la cause. L'Occident ne combat pas l'Islam, mais les islamistes combattent les Occidentaux.

Déjà en 1983, il avait fallu un discours courageux de François Mitterrand pour faire cesser les manifestations contre le déploiement en Europe des missiles américains, alors que l'URSS avait installé ses SS20 en Allemagne de l'Est sans susciter la même protestation.

En 2002, quand Georges Bush a placé la Corée du nord dans « l'axe du mal », beaucoup de dirigeants ou de journalistes européens ont déclaré qu'il avait cassé le processus en cours de rapprochement entre les deux Corées. C'est méconnaître que le dictateur de la Corée du nord, n'est préoccupé que par la survie de son régime, qu'il ne cherche qu'à extorquer de l'argent aux Occidentaux sans rien concéder en

échange, tout en fournissant des quantités de missiles à la Libye, à l'Irak, à l'Iran et à l'Égypte et en faisant survoler le Japon par un missile balistique.

Les Français sont souvent incohérents dans leurs critiques envers les États-Unis. En 2002, quand Georges Bush décide d'augmenter les taxes sur les importations d'acier, les Français sont les premiers à critiquer cette entorse à la libre concurrence. Quelques jours après, ils font échouer le sommet européen de Barcelone qui devait libéraliser le commerce de l'énergie en Europe. La France qui a le droit de protéger l'entreprise EDF, refuserait-elle aux Américains le droit de protéger leur sidérurgie ?

L'anti-américanisme est surtout le parti pris des élites que l'on ne retrouve pas dans l'ensemble de la population. Dans les pays dont les gouvernements sont les plus hostiles à l'Amérique comme l'Iran ou la Chine, les populations, les jeunes en particulier montrent une grande attirance pour les produits américains films, musique etc. En France un récent sondage montre que seulement 10 % des Français sont anti-américains.

Depuis le XIXe siècle, les élites françaises ont dénigré l'Amérique. Il

a fallu que Baudelaire traduise Edgar Poe pour que les intellectuels français admettent l'existence d'une littérature américaine. Les intellectuels français du XIXe siècle, souvent proches des royalistes, ne pouvaient admettre le bon fonctionnement de la démocratie américaine. Pourtant, l'Amérique a institué la scolarisation gratuite et obligatoire dès 1832, 50 ans avant la France et, pour beaucoup, cela explique son essor industriel au XXe siècle. Dès 1820, le suffrage universel y existait pour les hommes et a été institué progressivement pour les femmes de 1869 à 1920, bien longtemps avant la France. D'où le fait que certains expliquent que le socialisme n'a jamais pris aux États-Unis par le fait que les ouvriers ont eu tout de suite le droit de vote et ont pu participer aux débats politiques.

Malgré tous ces exemples, les intellectuels français continuaient en 2002 à considérer que l'Amérique n'était pas une vraie démocratie. Après l'arrivée de Le Pen au deuxième tour de l'élection présidentielle, un intellectuel français n'a pas hésité à dire que la France devenait une démocratie aussi « dégénérée » que l'Amérique, ignorant que la politique de Reagan, d'après des études objectives, a diminué le nombre de pauvres aux

États-Unis, à l'inverse de ce que ressassent nos médias français pour qui il n'a fait qu'enrichir les riches et appauvrir les pauvres.

Quand en 2001, George Bush a décidé de relancer les études sur le bouclier antimissile, nos intellectuels l'ont critiqué avec deux arguments contradictoires. Le premier était que le bouclier antimissile était irréalisable, donc que George Bush bluffait. Le deuxième était que la réalisation du bouclier antimissile était une menace pour la parité et allait relancer la course aux armements. Ils oubliaient simplement que la menace ne venait plus essentiellement de la Russie, mais de nombreux autres pays développant des engins balistiques, voire d'organisations terroristes.

Pour conclure Jean-François Revel, cet antiaméricanisme obsessionnel est largement contre-productif car il amène les États-Unis à renforcer leur unilatéralisme puisque, quoi qu'ils fassent, ils sont critiqués ce qui ne peut que les inciter à ne plus consulter leurs alliés.

L'obsession américaine, 20 ans après ?

Publié en 2002, l'ouvrage de Jean-François Revel se voulait polémique afin d'engager le débat. Que reste-t-il de cet antiaméricanisme qu'il décrit et regrette ? A n'en pas douter, il est toujours présent, tout comme d'ailleurs les sentiments antianglais, antiallemand, antibelge, etc. Sur quoi repose-t-il vraiment ? Quels en sont les particularités ?

En premier lieu, on en conviendra aisément, l'image de l'Amérique est sujette à des variations aussi rapides que multiples. Ainsi, alors qu'elle était mauvaise sous George W. Bush, l'arrivée au pouvoir de Barack Obama en 2008 a inversé la donne en Europe, et cela jusqu'à la fin de son second mandat, deux tiers des Français ayant encore une image positive des États-Unis (étude du PEW Research Center). Certes cela n'a pas empêché le retour à une image négative du pays lors du mandat de Donald Trump qui n'a recueilli que 30% d'opinions favorables, toujours selon le PEW Research Center.

D'où un fait incontestable : le caractère émotionnel et conjoncturel compte pour beaucoup dans l'appréciation de ce pays. D'une part, les États-Unis fascinent par leur

toujours « plus grand » (paysages, building, voitures, assiettées dans les restaurants), plus dynamique, plus riche que la vieille Europe ; de l'autre, ils alimentent un ressentiment par leur côté « nouveau riche », sans culture, sans histoire et leur goût infini pour l'argent. Et que dire d'un pays capable d'élire à sa tête un acteur (Ronald Reagan) ou plusieurs « fils à papa » incultes (George W Bush) ou relevant de la psychiatrie ?

Au-delà de l'aspect émotionnel, l'antiaméricanisme résulte aussi d'une argumentation fondée sur certains traits de la culture américaine. En premier lieu, il s'ancre sur la prédominance choisie de l'économie et de la liberté individuelle sur l'intérêt général. Cette règle du Chacun pour soi et Dieu pour tous, couplée à une culture de l'espérance inculquée dès l'enfance, débouche sur le rêve américain où tout le monde peut réussir grâce à son talent et à son travail, quelle que soit son origine. Cette pensée positive, omniprésente, si elle fait ricaner de ce côté de l'Atlantique où le dénigrement et le pessimisme pour l'avenir du pays et du monde sont des sports nationaux, a produit des réussites économiques d'autant plus insolentes voire insupportables que les Etats-Unis ont

profité de la position du dollar au niveau international, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, pour faire payer par les autres pays leurs excès ou leurs erreurs.

Le monde leur doit en outre les concepts si discutés de société de consommation et de capitalisme financier, qui se sont ensuite imposés presque partout malgré des conséquences sociales et environnementales dommageables. Symboles de ces choix économiques et sociaux où la fin justifie les moyens, les Etats-Unis récupèrent en conséquence les critiques de ceux qui s'y opposent. Cependant, ces critiques, pour légitimes qu'elles soient sur le modèle, ont leurs limites car les Etats-Unis sont loin d'être uniformes : qu'y a-t-il de commun entre un WASP de la côte est, un Red Neck du Middle West, un Afro-américain de Détroit, un Asiatique ou un Latino de Californie ? Peu de choses sans doute.

Plus largement, les mêmes critiques ont pointé le fait que les Etats-Unis profitent de leur puissance économique et militaire pour imposer leurs vues et favoriser leurs positions, comme la présidence de Donald Trump l'a démontré sans détour. Mais, une fois de plus, ne serait-ce pas la critique du faible au fort ? Quel pays n'a pas profité de

son rapport de force pour favoriser ses intérêts ? La France elle-même n'a-t-elle pas usé et abusé de cet avantage, notamment dans ses colonies, mais pas seulement ?

C'est pourquoi, quand Jean-François Revel affirme que l'unilatéralisme américain résulte d'abord de la défaillance des autres puissances, et notamment de l'Europe, pas tellement du fait du déséquilibre des forces économiques et militaires en présence mais surtout de l'absence de vision stratégique et intellectuelle à lui opposer, c'est vrai. L'Europe reste assez largement un chœur de solistes, à qui il manque surtout une partition commune. Et, par les temps qui courent, cette partition aurait avantage à favoriser Wagner plutôt que Mozart ! Sans une

telle partition, le rapport de force nous restera largement défavorable, et l'arrivée de la Chine dans les concerts des blocs dominants amplifiera les choses.

L'antiaméricanisme est donc encore présent, même s'il a fluctué dans le temps, et il perdurera sans doute tant qu'il ne sera pas supplanté – ou du moins surpassé – par un autre sentiment « anti quelque chose », sans doute l'anti-Chine, lorsque la Chine aura définitivement dépassé les Etats-Unis.

Olivier CAZENAVE
Vice-Président délégué
Fondation Prospective et Innovation